

Nouveaux conflits : quatre dimensions pour une compétition globale

dimanche 21 août 2011, par [Frédéric CHARILLON](#)

L'actuel brouillard de la guerre et la difficulté de la paix que nous connaissons au début du XXI^e siècle résultent du chevauchement et de la combinaison de quatre espaces conflictuels, physique, politique, social et symbolique, qui en se superposant fabriquent la complexité des conflits d'aujourd'hui.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter cet article publié en juin 2011 dans la *Revue Défense Nationale*, n° 741, pp. 61-67.

SUR QUOI portent les conflits et sur quels espaces ont-ils lieu ? En avançant son hypothèse contestable du « choc des civilisations » en 1993 [1], Samuel Huntington avait au moins le mérite de formuler une proposition de réponse à cette double question. Après l'ère des conflits territoriaux entre voisins se disputant un espace litigieux, après celle du conflit idéologique que fut la guerre froide, marquée par un affrontement multidimensionnel entre capitalisme libéral et socialisme, nous serions passés à l'ère des conflits de civilisation. Ces conflits « ataviques », produits par la seule coexistence ou proximité de cultures incompatibles, auraient donc lieu principalement aux points de contacts entre ces dites « civilisations ». L'approche de Samuel Huntington était commode. Elle fournissait à l'observateur, désorienté par la disparition de la bipolarité, à la fois une nouvelle carte du monde (divisée en grands espaces civilisationnels), une vision prospective des conflits, et même un nouvel affrontement manichéen, mettant aux prises « The West » et « The rest », ce reste prenant plus particulièrement les traits d'une possible alliance « islamo-confucéenne » entre la Chine, d'une part et un monde musulman aux « frontières sanglantes », d'autre part. Mais comme on le sait désormais, l'hypothèse est trop lacunaire pour être opérante. notamment, elle n'élucide pas le concept de civilisation pourtant au cœur du travail de l'auteur [2]. Nous voilà revenus à la case départ.

D'autres auteurs, d'autres approches, à l'inverse de Samuel Huntington qui avait tenté de trouver une grille de lecture stricte aux conflits à venir, ont plaidé plutôt pour une absence de structure à la nouvelle anarchie mondiale, revenue au schéma hobbesien de la guerre de tous contre tous. Les théories de « l'individu totalitaire », acteur devenu central dans des conflits sans cartes, sans espace dédié, sans but politique précis et motivés par le seul désir de l'élimination de l'autre, connaissaient leur heure de gloire, avant d'être à nouveau démenties par les faits : les guerres en apparence les plus chaotiques avaient bien des fils directeurs, des logiques, des ressources, des entrepreneurs et des objectifs. On le vit dans les Balkans, on le vit au Rwanda, on le vit en RDC et ailleurs. La guerre classique, mettant en scène la décision d'État, la poursuite de la politique par d'autres moyens et le rapport de force militaire, n'avait pas disparu non plus, comme on le vit, entre autres, en Géorgie à l'été 2008.

Les espaces conflictuels, en réalité, s'étaient multipliés plutôt que de se réduire à une logique unique. Les nouveaux fronts, qui n'étaient plus nécessairement caractérisés par des signes physiques ni des présences militaires permanentes, étaient devenus mouvants et pouvaient prendre plusieurs dimensions. Au point que, comme l'avait déjà pressenti Georg Simmel au tournant du XX^e siècle [3], le conflit allait apparaître non plus comme une pathologie sociale, mais comme un mode d'expression du social parmi d'autres, brouillant ainsi les frontières entre situations de conflit et de non-conflit. Bien plus tard, les situations libanaise, palestinienne, balkanique ou tchéchène, allaient en fournir autant d'exemples. Le conflit devenait, en quelque sorte, la poursuite du rapport de force social par d'autres moyens...

Les espaces du conflit allaient d'abord rester physiques : le territoire, la frontière n'ont pas disparu avec la fin de la guerre froide ni même avec la globalisation, censée pourtant abolir le temps et les distances. La proximité avec l'ennemi ou l'allié, le contrôle d'un espace, d'un passage ou d'un ensemble de ressources, allaient rester fondamentaux. Mais à cet espace physique allait se superposer un autre, moins facilement mesurable : celui de l'influence politique, que l'on exerce par la diplomatie, l'économie et même le culturel, sur un territoire mais aussi sur des acteurs. Ces acteurs eux-mêmes (entrepreneurs économiques ou identitaires, associatifs, religieux, médiatiques, légaux ou illégaux, simples individus...) [4], désormais émancipés des carcans étatiques, allaient être à la fois les initiateurs, les paramètres et les enjeux d'un troisième espace conflictuel : l'espace social. Celui-ci enfin, bien après la « révolution silencieuse » de Ronald Inglehart aujourd'hui diffusée à l'ensemble de la planète [5], est créateur d'inputs qui dépassent de loin les seuls enjeux matériels : c'est l'espace cette fois symbolique du conflit — le quatrième — qui met en scène les valeurs, les croyances, les normes, mais également les récits, les images, les perceptions, orchestrées par une profusion de storytelling concurrents [6]. Ces quatre espaces conflictuels (physique, politique, social et symbolique) se superposent, se chevauchent, se combinent bien sûr, peuvent être fongibles, transitifs... ou pas. C'est précisément ce qui fait, aujourd'hui, à la fois le brouillard de la guerre et la difficulté de la paix, en tout cas la complexité du conflit, ouvert ou latent.

L'espace physique du conflit ou la survie des territoires

La « fin des territoires », au sens exposé par Bertrand Badie en 1995 [7], avait alors une pertinence précise mais ne devait pas être prise au pied de la lettre. Le territoire, aujourd'hui, est bien là, au cœur des conflits, de leurs modalités, de leurs règlements comme de leurs blocages, avec sa taille, ses agencements, son relief, sa maîtrise possible. Autant d'éléments qui font, en 2011, que la Libye n'est pas l'Afghanistan et que la Syrie ne serait pas la Libye. Qui font que la Géorgie n'a pas la profondeur stratégique de la Russie et que la guerre urbaine n'est pas la guerre du désert. Que la guerre de l'Espace n'aura pas les mêmes lois stratégiques que la bataille navale. Cette géopolitique à l'état brut est à peu près connue. Et les praticiens de l'international ou ceux du conflit, au premier rang desquels les militaires, ont toujours été sceptiques à juste titre face à l'annonce régulière de sa disparition. Les distances et les reliefs, en effet, ne sont pas abolis par l'image ni par les nouvelles communications : la Finlande hésite toujours à contrarier la Russie, le Pakistan reste le voisin inflexible de l'Afghanistan et le Liban rêve de frontières plus reposantes. La gestion de cet espace physique demeure bien la condition d'une sortie de conflit, si l'enjeu territorial permet de dépasser l'affrontement identitaire par l'arrangement technique. Mais il l'interdit dans le cas contraire. Ainsi les tentatives complexes pour ramener le conflit israélo-palestinien à des négociations sur des zones auraient-elles pu reléguer, ou au moins geler, les haines accumulées depuis 1948, comme les découpages territoriaux avaient réussi, de façon très imparfaite et sans réconcilier les esprits il est vrai, à faire taire les armes en Bosnie. C'est hélas, au Proche-Orient, l'inverse qui s'est produit : la clôture des territoires, le refus israélien d'une continuité territoriale palestinienne, le morcellement, la dissection, le grignotage, ont repoussé la paix et font le jeu des acteurs radicaux de part et d'autre. Tragique rappel de l'importance de l'espace physique du conflit.

Cet espace physique du conflit reste également celui de la zone stratégique comme espace à contrôler (ou dont on veut empêcher le contrôle par d'autres), pour les ressources qu'il contient, les enjeux qu'il représente, les passages qu'il permet. Les grandes zones énergétiques et riches en ressources stratégiques, au premier plan desquelles demeurent le Golfe et le Moyen-Orient, se sont diversifiées, créant, au fil des découvertes de nouvelles ressources, de nouveaux acteurs clés. Aux yeux de la France, le Niger ne serait peut-être plus tout à fait le Niger sans son uranium, ni même, pour prendre le cas d'un territoire français, la Nouvelle-Calédonie sans son nickel. Les passages ou « verrous » stratégiques restent également primordiaux. À l'heure du « village global », les nouvelles routes, celles des gazoducs ou oléoducs sur terre, celles de navires en général sur mer, les points d'ouverture ou de fermeture, gardent une importance considérable : on n'envoie pas un supertanker par Internet en document attaché. Dans ce jeu maintenu de la distance et du passage, de la ressource et de son acheminement, l'espace conflictuel reste physique et découvre régulièrement ses nouveaux points sensibles. Le Moyen-Orient en est resté un, l'Asie centrale l'est devenue, l'Arctique est en train de le devenir.

L'espace politique ou la quête du contrôle

La compétition pour le contrôle de ces espaces physiques ne passe plus par une seule politique de la canonniers sur le terrain. Elle se joue dans des luttes d'influence situées dans des enceintes multilatérales, des lieux producteurs de droit et d'arbitrages, de négociations et de décisions (les discussions sur l'avenir du Sahara occidental en sont un exemple parmi d'autres). Elle est le fruit d'une nouvelle « gouvernance » internationale, au sens académique du terme, que rappelait très justement Marie-Claude Smouts en 1998, à savoir un ensemble de processus décisionnels interdépendants, rassemblant les compétences d'acteurs multiples, entre lesquels les relations hiérarchiques sont moins importantes que l'impératif de résultat [8]. Cette gouvernance a sa sociologie, c'est-à-dire ses acteurs, ses codes, ses rapports de force, lesquels émanent autant d'une diplomatie d'influence dans les lieux clés de la nouvelle action internationale que d'un poids militaire, même si celui-ci continue de compter. ONG, experts, observateurs, médias, entrent dans ce jeu et la relation à entretenir avec eux préoccupe les États. Les organisations régionales, les lieux de rencontre multilatéraux, les accueillent largement et contribuent à définir les positions politiques sur des enjeux qui restent territoriaux : l'isolement de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, après son refus d'accepter le verdict des urnes en novembre 2010, doit beaucoup à l'Union africaine. L'attitude de la Ligue arabe dans la question libyenne depuis le début de l'année 2011 est d'une importance vitale. Les votes aux Nations unies, dont les rouages sont eux aussi travaillés par de nombreux acteurs non étatiques [9], sont bien entendu des enjeux clés. Là, se joue l'isolement d'un protagoniste, celui de son territoire et la fermeture de son accès aux ressources extérieures, éventuellement la possibilité d'une « paix par la force » ou d'une « paix robuste » [10]. Cet isolement, cette fermeture s'obtiennent par concessions des joueurs de l'espace multilatéral, à force d'influence politique. Les paramètres du contrôle de l'espace libanais, par exemple, ne seraient pas les mêmes, en 2011, si les puissances occidentales avaient réussi à convaincre Damas de se dissocier de Téhéran et de lutter efficacement contre le réarmement du Hezbollah après la guerre israélienne de l'été 2006. À l'heure où, sur le terrain, l'effet de surprise est plus difficile à réaliser militairement (même si le fait accompli n'est pas exclu, comme la Russie l'a démontré en 2008 encore), à l'heure également où le staying power s'avère autrement plus complexe que le firepower [11], et où la victoire militaire n'est plus forcément définitive, le sort de la conflictualité se déplace là où se négocient les coalitions, les votes, les majorités ou les mises en minorité. Il se déplace également sur le terrain social.

L'espace social comme profondeur stratégique

Pour ouvrir son intervention lors d'un colloque organisé par le C2SD et le Ceri en 2007 sur l'action militaire extérieure de la France, François Heisbourg rappelait avec humour que l'Afghanistan avait à peu près le même relief que la Suisse, mais n'avait pas la même taille que la Suisse et n'était pas peuplé de Suisses. Un conflit se gagne autant sur le terrain social que sur le terrain militaire : cette hypothèse n'est plus discutable aujourd'hui. Les armes ne peuvent tout faire si les « cœurs et les esprits » ne suivent pas, si « l'approche globale » est négligée, ou, pire encore, si la « nuisance » est en mesure de s'opposer à la puissance, forte des résistances sociales que celle-ci aura suscitées [12]. Penser le social post-conflictuel constitue sans doute l'un des défis stratégiques les plus importants de ce début de XXI^e siècle. Il s'agit à la fois de penser l'intégration de tous les acteurs d'une scène donnée dans un pacte social viable, d'éviter l'exclusion des acteurs les plus représentatifs même s'ils paraissent déplaisants aux puissances extérieures, de penser la réconciliation dans une dynamique de paix positive et non seulement d'interposition ou de cessez-le-feu, de penser la reconstruction d'une société civile, ainsi que la réinsertion d'un État dans le jeu politique, économique et culturel international. Afin que le conflit, même victorieux, n'ait pas servi à rien... C'est pour avoir oublié cet espace social moyen-oriental, qu'ils prétendaient reformater et même « normaliser » (pour reprendre les termes bien imprudents de Richard Perle à l'époque), que les néoconservateurs américains subirent tous leurs déboires irakiens après la proclamation de la guerre. Paramètre essentiel, notamment, de la problématique asymétrique, le social est à la fois l'espace des solidarités entre les acteurs, des résistances face à l'intervention extérieure et des replis identitaires. Il explique que l'alliance américano-pakistanaise, proclamée dans les chancelleries par les Princes, perde aujourd'hui presque tout son sens à l'épreuve du terrain. Que l'Irak, pas plus que

jadis la baie des cochons ou les rues de Mogadiscio, n'ait accueilli les troupes américaines en libératrices. Que les figures nationalistes serbes les plus radicales aux yeux ouest-européens, trouvent dans le pays, bien après la guerre, des relais peu prompts à les dénoncer. Que les médias occidentaux mis en place pour concurrencer les chaînes des acteurs musulmans radicaux au Proche-Orient, aient peu de chance de les défier sérieusement [13]. Le social, comme profondeur stratégique que l'on ne peut se permettre de négliger, devient bien le nouvel espace conflictuel par excellence. Il peut s'analyser naturellement en sous-segments plus fins. La sociologie militaire, dans l'Égypte contemporaine, plus globalement dans le feu des révolutions arabes, aura beaucoup à montrer, beaucoup à expliquer dans les mois prochains. La microsociologie religieuse et politique des acteurs djihadistes explique la dynamique macropolitique du Moyen-Orient contemporain, comme le montre Bernard Rougier à propos du Nord Liban [14]. La sociologie des tribus ou des assabyat au Sud de la Méditerranée, détermine naturellement la prospective de bien des rapports de force à venir. Qui sont les insurgés libyens ? Que représente le soutien au Hezbollah dans l'armée libanaise, et jusqu'où ? Quel accueil recevrait sur le terrain une force internationale en Palestine, de la part de quels groupes et avec quels agendas ? La revanche des sociétés sur les « monstres froids » étatiques [15], est bien d'actualité. Elle préfigure également la revanche des enjeux, dont ces sociétés exigent le traitement par les systèmes politiques.

L'espace symbolique, nouvel environnement stratégique du conflit

Car ces espaces sociaux sont à la fois les cibles et les arbitres de concurrences sans merci pour le marché de la symbolique, sur lequel s'affrontent de nombreux entrepreneurs. Ce constat n'est pas nouveau. Depuis Clifford Geertz, qui nous rappelait à juste titre que l'homme est un animal social suspendu dans une toile de significations [16], on sait l'importance de la perception des enjeux, du sens donné à un fait social par les acteurs qui s'en saisissent. Que la corruption ne soit pas aussi diabolisée dans certains pays du Sud qu'elle l'est en Scandinavie, que la production de drogue ne renvoie pas aux mêmes registres d'interdits en Afghanistan qu'en Europe, que les présidents Ben Ali et Moubarak ne soient pas perçus, dans leurs pays respectifs, comme les seuls garants de la stabilité régionale contre le terrorisme ou qu'Oussama Ben Laden soit considéré comme la victime des États-Unis à Islamabad, change considérablement la donne d'un conflit et ne doit pas être sous-estimé [17]. Que l'émotion, l'affect réapparaissent comme paramètres essentiels des conflictualités, n'est naturellement pas un mince élément [18]. Que des « grands récits » s'affrontent ensuite pour conquérir ces affects et les faire basculer dans un camp [19], que des mobilisations gigantesques soient désormais possibles rapidement autour de ces grands récits, par la grâce du cyber-espace et de ses réseaux sociaux, voilà qui constitue une dimension à prendre au sérieux : la guerre pour le contrôle de l'espace symbolique du conflit est ouverte.

Elle a pour enjeux la mise sur agenda des priorités internationales, la mobilisation autour de ces agendas, l'agencement des acteurs. Dans cet espace symbolique nouveau, l'État, autrefois maître de la guerre, n'est pas nécessairement favorisé. Qu'il cherche à reléguer au second plan un enjeu conflictuel pour lui gênant, et les sociétés ramèneront ce dernier au-devant de la scène. On le vit pour les guerres balkaniques dans les années 90 en Europe occidentale, pour le Darfour dans les années 2000, on pourrait le voir à propos du conflit israélo-palestinien en Égypte, après la révolution de la place Tahrir. C'est dans ce nouveau contexte surmédiatisé, sur-symbolisé, sur-affectif, que se déroulent les conflictualités de ce premier XXIe siècle. Cet espace symbolique fragilise les stratégies, expose les stratèges, déstabilise les anticipations.

*

Les quatre espaces du conflit que nous avons tenté d'évoquer brièvement ici, méritent naturellement bien d'autres développements. Leur combinaison, surtout, doit attirer notre attention. On a pu croire, un temps, que le social effaçait le politique ou que la circulation rapide des normes et des idées effaçait le territoire. L'on sait aujourd'hui que ces dimensions se superposent, que ces espaces conflictuels produisent des mélanges inédits, difficiles à interpréter, à maîtriser, plus encore à anticiper. Cela n'est

pas de nature à dissiper le « brouillard de la guerre ».

Copyright Juin 2011-Charillon/Revue Défense Nationale

Plus

La Revue Défense nationale (RDN)



La *Revue Défense nationale* ne ressemble à aucune autre : sa vocation est d’aborder tous les sujets politiques, économiques, sociaux, scientifiques nationaux et internationaux, en les traitant sous l’angle de la défense. Cette particularité lui a valu de survivre à la Seconde Guerre mondiale et, par la suite, à toutes les crises, épreuves et changements de régime qui se sont succédés. C’est que subsiste en France un public qui, malgré ses différences d’opinion, d’origine et de sensibilité, garde la même préoccupation, celle de la défense.

C’est pour y répondre que la *Revue Défense nationale* est conçue. À la différence de tant de publications consacrées aux questions d’armement et aux problèmes militaires, elle ne dépend d’aucun groupement économique, d’aucun pouvoir financier, ni d’aucune institution officielle. Elle est éditée par le Comité d’études de défense nationale, association fonctionnant selon la loi de 1901, qui recrute elle-même ses membres, élit son conseil d’administration, désigne son président, lequel est en même temps directeur de la publication. La revue vit de ses abonnements, de ses recettes de publicité et de ses ressources propres. Son indépendance est ainsi garantie.

Le site de la *Revue Défense Nationale* [Voir](#)

P.-S.

Professeur des Universités en science politique à l’Université d’Auvergne Clermont 1, directeur de l’Institut de recherches stratégiques de l’École militaire (Irsem).

Notes

[1] S. Huntington, “The clash of civilizations ?”, *Foreign Affairs*, n° 72 (3), été 93, p. 22-49.

[2] Samuel P. Huntington met sur le même plan des civilisations « confucéenne », « islamique », « occidentale », « sud américaine », « slave orthodoxe », « japonaise », « hindouiste », et, dit-il, « peut-

être africaine ». Le concept de civilisation renvoie donc tour à tour à une religion, un bloc géographique, une alliance ou même un seul État.

[3] Georg Simmel, *Le Conflit*, Circé, Paris, 1992.

[4] J.N. Rosenau, *Turbulence in World Politics*, Princeton University Press, Princeton, 1990.

[5] R. Inglehart, *The silent revolution : Changing values and political styles among Western publics*, Princeton University Press, Princeton, 1977.

[6] Ch. Salmon, *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La découverte, Paris, 2008.

[7] B. Badie, *La fin des territoires*, Fayard, Paris, 1995.

[8] M.-Cl. Smouts, « Du bon usage de la gouvernance en relations internationales », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 155, mars 1998.

[9] Leur présence est d'ailleurs prévue et encouragée par l'article 71 de la Charte.

[10] A. Novosseloff, J. Coulon, *La Paix par la force ?*, DAS, Athéna, Paris, 2011.

[11] Voir Alexandra de Hoop Scheffer, « La pratique américaine du Regime change en Irak. Une analyse critique de l'intervention militaire comme vecteur de socialisation politique », thèse soutenue à Sciences Po Paris, mars 2011.

[12] B. Badie, *L'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Fayard, Paris, 2004. Voir également N. Lemay-Hébert, *State-Building from the Outside-In : International Administrations and the Perils of Direct Governance*, these soutenue à Sciences Po Paris, novembre 2009.

[13] Cl.-G. Talon, *Al Jazeera. Liberté d'expression et pétromonarchie*, PUF, Paris, 2011. Voir également Cl.-G. Talon, « Les acteurs médiatiques moyen-orientaux et leurs stratégies : essai de sociologie », in F. Charillon (dir.), « Défense et société. L'armée française face aux nouveaux défis », *Études du C2SD*, n° 100, 2009, C2SD, Paris.

[14] B. Rougier, *L'Oumma en fragments. Contrôler l'islam sunnite au Liban*, PUF, Paris, 2011. Voir le compte rendu de l'ouvrage dans la Lettre de l'Irsem n° 3-2011.

[15] Pour reprendre l'expression de Stanley Hoffmann, *Une morale pour les monstres froids*, Seuil, 1982.

[16] C. Geertz, *The Interpretation of Cultures*, Basic Books, New York, 1973.

[17] J.-F. Bayart, *L'Illusion identitaire*, Paris, Fayard, Coll. L'Espace du politique, 1996.

[18] Voir Ph. Braud, *L'émotion en politique*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996. Ainsi que W.R. Neuman, G.E. Marcus, A.N. Crigler, M. MacKuen (dirs), *The Affect Effect : Dynamics of Emotion in Political Thinking and Behavior*, University of Chicago Press, Chicago, 2007.

[19] Voir G. Kepel, *Terreur et martyr*, Flammarion, Paris, 2007. Sur l'affrontement entre le « grand récit » jihadiste d'Al-Qaïda mobilisant la figure du martyr et le récit néoconservateur américain mobilisant la planète dans une « guerre contre la terreur ».